

## LE MASSACRE DE FÉVRIER 1953 À SÃO TOMÉ RAISON D'ÊTRE\* DU NATIONALISME SANTOMÉEN\*\*

En février 1953, sur ordre du gouverneur Carlos Gorgulho, le Corps de police indigène (CPI) et des volontaires civils furent responsables d'une vague de violence contre la population native de São Tomé. Du fait de l'isolement de l'île et de la censure à Lisbonne, le reste du monde reçut alors peu d'informations sur ces événements sanglants. En 1955, le journaliste anglais Basil Davidson mentionna le massacre dans son livre *The African Awakening* et, la même année, sous le pseudonyme de Buanga Fele, le nationaliste angolais Mario Pinto de Andrade (1928-1990) publia un petit article intitulé « Massacres à São Tomé » dans *Présence africaine*<sup>1</sup>. L'Américain Edwin S. Munger (1961, pp. 127-130) informa, également deux ans plus tard, son gouvernement sur les graves événements de 1953. Beaucoup plus tard, en 1972, René Pélissier, historien français renommé de l'Afrique lusophone, publia un article dans la *Revue française d'études politiques africaines* analysant les faits<sup>2</sup>. Malgré cela, le massacre est encore peu connu, de nombreux malentendus et erreurs circulant sur les événements. Par exemple, plusieurs publications récentes affirment qu'en février 1953, les Portugais de São Tomé ont tiré et tué des travailleurs des *roças*<sup>3</sup> en grève, alors que cela ne correspond pas à la vérité<sup>4</sup>. Dans cet article, on explorera les causes du massacre, avant de décrire le déroulement des événements et de considérer finalement son impact sur le nationalisme santoméen.

\* En français dans le texte (Note du traducteur, abrégé NdT).

\*\* Nous remercions l'avocat Dr. Manuel João da Palma Carlos de Carcavelos qui nous a remis des documents sur le massacre, ainsi que nos collègues José Manuel Costa Deus Lima et Custrino Alcântara, de l'Association culturelle santoméenne (ASC) qui nous ont confié l'enregistrement de la conférence sur « Le rappel de l'histoire du massacre de Batepá », réalisée le 2 février 1993.

1. FELE 1955. De 1955 à 1958, Mario Pinto de Andrade fut secrétaire de la revue *Présence africaine* à Paris. Président du MPLA de 1959 à 1962, il en fut ensuite le secrétaire général de 1962 à 1972.
2. PÉLISSIER 1972. Auparavant, il avait déjà mentionné le massacre dans un petit article d'*Africa Report* (PÉLISSIER 1970).
3. La *roça* est l'ensemble constitué par la plantation, la maison de maître et les cases des travailleurs (NdT).
4. DENNY & RAY 1989, p. 184. COSTA & FALÉ 1992, p. 189. Le livre *A economia de São Tomé e Príncipe* de J. E. da Costa OLIVEIRA, écrit en 1960 et publié par la coopération portugaise en 1993, ne dit pas un mot du massacre bien qu'il traite en détail du problème de la main-d'œuvre !

### Les problèmes de main-d'œuvre

L'économie de *roça* à São Tomé e Príncipe fut constamment gênée par le manque de main-d'œuvre. Après l'abolition de l'esclavage en 1875, le régime du contrat fut introduit. Les Portugais recrutèrent la majorité des « travailleurs sous contrat » (portugais : *contratados*, c'est-à-dire travailleurs forcés) pour les *roças* de l'archipel, en Angola à partir de 1876 (Tenreiro 1961, p. 191), au Mozambique depuis 1908 (Nartey 1987, p. 101) et au Cap-Vert depuis 1903 (Mantero 1910, p. 59). Dans sa majorité, la population native était constituée de créoles d'origine luso-africaine, appelés *Forros*, et par la petite communauté des *Angolares*, descendants des esclaves enfuis au XVI<sup>e</sup> siècle, qui refusèrent le travail agricole dans les *roças*, parce qu'ils le considéraient indigne de leur statut d'hommes libres. Cependant, les *Forros* s'habituaient à travailler, à la tâche, au nettoyage des palmiers et dans les bureaux, ateliers et installations sanitaires des *roças*, qui appartenaient presque exclusivement aux compagnies portugaises. L'élite *forra* occupa les fonctions inférieures de l'administration coloniale.

Les *Angolares* se consacrèrent à la pêche, mais exécutèrent des travaux occasionnels pour les planteurs, comme la coupe des arbres dans les *roças* et le transport côtier du cacao des *roças* jusqu'au port. Jusqu'en 1961, conformément à la législation coloniale, la population native, *Forros* et *Angolares*, ainsi que les Capverdiens, furent considérés comme des citoyens ayant en principe le même statut légal que les Portugais, alors que les autres Africains entraient dans la catégorie des indigènes. Grâce à leur histoire de descendants d'esclaves affranchis, les *Forros* furent les seuls Noirs de l'île à posséder de petits lopins de terre, les *glebas*. D'un autre côté, les *contratados*, couramment appelés *serviçais* (hommes de peine) et leurs enfants, connus sous le terme de *Tongas*, ne pouvaient pas cultiver la terre à leur compte et encore moins posséder des terrains. Les *Forros* qui ne travaillaient pas pour les Portugais pouvaient subsister grâce à la production de leurs *glebas*, à la vente du vin de palme et de l'alcool de canne à sucre fabriqué localement pour les travailleurs agricoles, et aussi grâce à la vente du cacao volé dans les *roças* (Eyzaguirre 1986, p. 325).

São Tomé était une société plurielle dans laquelle les différents groupes étaient stratifiés et divisés en fonction de caractéristiques socioculturelles. Les *Forros* sont africains par leur apparence physique, mais conservent une attitude de supériorité face aux autres Africains du fait de leur culture créole et de leur histoire de noirs libres. Ils considéraient les colons et leurs ancêtres comme des voleurs, puisqu'ils avaient spoliés les natifs de leurs terres bien souvent par la violence, la fraude et l'escroquerie pendant la deuxième colonisation de l'archipel au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les différents groupes africains se différencièrent par la culture et par la langue. Même lorsqu'une personne n'était pas connue personnellement, son nom suffisait pour identifier son origine. L'origine ethnique de la femme pouvait également se reconnaître à sa manière de plier son mouchoir. Dans les *roças*, les travailleurs angolais, mozambicains et capverdiens se métisèrent rarement (Tenreiro 1961, p. 191). Au-delà, dans l'île, les groupes furent séparés sur les plans social et spatial. Les *serviçais* et *Tongas* vivaient exclusivement sur les *roças*, dans les logements rudimentaires autrefois réservés aux esclaves, les *Forros* en ville, dans les bourgs et dans

les *luchans*<sup>5</sup>, alors que les *Angolares* se concentrèrent en un habitat nucléaire au sud de São Tomé. En général, les groupes étaient endogènes, cependant, les hommes *forros* souvent polygames prirent l'habitude d'avoir également des relations avec les femmes du groupe des *serviçais* et *Tongas*. L'élite *forra* elle-même pratiqua également l'endogamie, mais malgré leurs différences sociales, les *Forros* conservèrent une grande uniformité culturelle.

Le recrutement brutal des *contratados*, leurs dures conditions de vie et de travail dans les *roças*, ainsi que le fait qu'ils n'étaient jamais rapatriés, provoquèrent en 1909 le boycott du cacao de São Tomé par les chocolatiers anglais et allemands<sup>6</sup>. Du fait des pressions internationales, le gouvernement républicain portugais prit quelques mesures pour améliorer la situation des *serviçais*. Le recrutement de la main-d'œuvre étrangère devenant chaque fois plus difficile et onéreux, les autorités coloniales tentèrent de persuader les *Forros* d'accepter de travailler dans les *roças*, mais sans grand succès.

Du fait de leur mépris pour le travail manuel dans les *roças*, les *Forros* avaient mauvaise réputation auprès des colons. Au début de ce siècle, le propriétaire de la *roça* Agua-Izé portait le jugement suivant :

« la population noire, native de l'île, à l'exception de ceux que l'on appelle les *Angolares*, qui [...] se distinguent aussi par certains mérites, et par leur pratique de la pêche, pour laquelle ils présentent un certain goût, montrant ainsi certaines dispositions laborieuses, est presque entièrement inutilisable, et même nocive aux *serviçais*, par l'influence néfaste qu'elle exerce sur eux, que ce soit par le langage corrompu ou par les mauvais exemples » (Faro 1908, p. 70.).

Le quaker et chocolatier anglais, William Cadbury lui-même, qui vint à São Tomé en 1908 pour vérifier les conditions de vie dans les *roças* et qui ultérieurement boycotta le cacao de l'île, partagea cette opinion sur les *Forros*. Il relate :

« L'indigène de São Tomé, de couleur mulâtre, est insolent, paresseux et sans aucun respect pour la loi. Les femmes, dont on me dit que certaines sont dotées d'une certaine grâce, sont notoirement de mœurs légères. Les indigènes de São Tomé mènent une vie misérable, cherchant un abri en différents points de l'île, le plus grand nombre demeurant près de la capitale. Ils ne sont pas recensés, ne paient ni contributions ni impôts, ne sont pas soumis au service militaire, considèrent les *serviçais* comme des esclaves et aiment à répéter continuellement leur devise préférée : le fils de São Tomé ne travaille pas. Si l'on croise un indigène sur un chemin boueux et qu'il y a un passage à sec pour une seule personne, on doit passer dans la boue, le passage à sec est pour lui » (Cadbury 1910, p. 17).

Trente ans plus tard, le gouverneur Ricardo Vaz Monteiro, qui introduisit l'impôt individuel pour obliger les *Forros* à travailler, analysa leur attitude dans son rapport annuel :

« Les causes qui amenèrent le natif à avoir honte de travailler et pour lesquelles il ne voulait pas s'employer dans les travaux agricoles, qu'il considérait humiliants pour un homme de sa condition, ont deux origines. La première est très ancienne puisqu'elle remonte à l'époque de l'esclavage qui amena le natif à considérer le travail agricole comme une condamnation que le maître des terres imposait à ses esclaves. La seconde est plus récente

5. Ce terme créole désigne les villages des *Forros* (NdT).

6. Cadbury Brothers de Birmingham ; Fry & Sons de Bristol ; Rowntree & Co. de York et Stollwerck de Cologne.

et, en partie, une conséquence de la première. Du fait de la richesse des terres que le natif possédait, à l'époque où le cacao se plantait à la pointe de la machette sans autres soins ni aucun traitement supplémentaire et où la cotation du cacao était cinq fois plus élevée qu'actuellement, le natif de São Tomé e Príncipe s'habitua à vivre dans la plus grande abondance sans avoir aucun besoin de travailler dans les roças » (Monteiro 1939, p. 85).

### Les antécédents du massacre

Le 20 avril 1945, le colonel d'artillerie Carlos de Souza Gorgulho fut nommé gouverneur de São Tomé. Il prit différentes mesures visant soit à rendre plus difficile la subsistance des natifs, soit à améliorer les conditions de travail dans les roças pour attirer la main-d'œuvre locale, mais aucune de ces mesures ne put convaincre les *Forros* de changer leur attitude face à une tâche qu'ils continuaient à considérer comme du « travail esclave ». Par exemple, en 1947, il augmenta l'impôt individuel et interdit la production et la vente de vin de palme et de *cacharamba*, l'eau de vie locale, afin d'augmenter la productivité des *contratados* et de priver les *Forros* de leur base économique<sup>7</sup>. Malgré cela, durant les premières années de son gouvernement, ses relations avec les natifs étaient bonnes. À l'occasion de son anniversaire, le 12 décembre 1948, ceux-ci lui offrirent même une épée en or, reconnaissant les mérites de leur gouverneur (Lima 1993). À la fin de son premier mandat, l'année suivante, les natifs envoyèrent une représentation à Lisbonne avec plus de deux mille signatures demandant la reconduction de Gorgulho dans sa charge. C'est lui qui introduisit les allocations familiales, l'aide au logement, tout comme l'assistance médicale gratuite pour les fonctionnaires. Sous son gouvernement, furent créés la caisse des retraites et pensions pour les familles des fonctionnaires, une école des arts et métiers (1948) et le collège-lycée (1952), premier établissement d'enseignement secondaire de l'archipel.

Cependant, la situation avait déjà changé lorsque, pour les élections présidentielles de février 1949, les trois seuls électeurs qui allèrent voter au bourg de Trindade ne donnèrent pas leurs suffrages au candidat de Salazar, le maréchal Oscar Carmona. De toute évidence, la population de la région voulait montrer son désaccord avec certaines mesures prises par le gouverneur. Gorgulho attribua la faible participation à l'influence exercée par les frères Salustino Graça et Januário Graça, qui appartenaient à la famille créole la plus en vue à cette époque, ainsi qu'à celle des planteurs blancs Virgílio de Almeida Lima<sup>8</sup>, Carlos da Cunha Soares<sup>9</sup>, Eduardo António de Oliveira<sup>10</sup> et Eduardo da Silva Cruz<sup>11</sup>, tous adversaires de Gorgulho et connus pour leurs opinions anti-salazaristes (*ibid.*). En représailles, trois cents électeurs furent arrêtés et obligés de travailler dans les brigades correctionnelles, l'électricité fut coupée à Trindade, le moteur de la centrale fut démonté et les subventions à l'Association de secours mutuels du bourg furent suspendues. De plus, Gorgulho fit transférer Januário Graça, un instituteur qui présidait l'Assemblée électorale, dans

7. Selon C. Souza de Gorgulho (1948, p. 30), les serviçais volaient le cacao pour l'échanger contre de l'eau de vie de canne avec les *Forros*, São Tomé.

8. Propriétaire des roças Santy et Santa Clara situées près de la Trindade.

9. Propriétaire de la roça Monte Alegre.

10. Propriétaire de la roça Mestre António située aux environs de Santana.

11. Mulâtre, propriétaire de la roça Agua Seca dans la région de Trindade.

une école mixte de l'île de Príncipe, alors que la loi précisait que de telles écoles devaient être dirigées par des institutrices<sup>12</sup>. Son frère, Salustino Graça, était agronome de formation, propriétaire de la *roça* São Vicente et marié à une Portugaise blanche<sup>13</sup>. Gorgulho le considéra comme le mentor et le guide des *Forros*. Pendant ses années d'études à Lisbonne, il avait été le premier secrétaire de la Ligue africaine, une organisation pan-africaniste créée en 1919 et liée au mouvement de l'Américain William Dubois (Santos 1968, p. 122).

Déjà, pendant son premier mandat, Gorgulho avait commencé à réaliser un plan ambitieux d'urbanisation et de modernisation de São Tomé pour attirer davantage de Blancs dans cette « province ». En quelques années, les brigades des travaux publics dirigées par Faustino Malheiro, un ancien contremaître du conseil municipal connu comme Caporal Malheiro<sup>14</sup>, transformèrent complètement le visage de São Tomé. À l'emplacement d'un marais, elles construisirent un quartier résidentiel appelé quartier Salazar ; elles édifièrent des résidences pour fonctionnaires dans l'avenue Marginal, le marché municipal, un dispensaire anti-tuberculeux, les aéroports de São Tomé et de Príncipe, un stade baptisé Sarmiento Rodrigues pour rendre hommage au ministre de l'Outre-mer, le cinéma Império, les auberges Miramar et Salazar, ainsi que des rues et des routes et, *last but not least* une nouvelle prison civile. Ce sont les travaux réalisés à cette époque qui modèlent encore aujourd'hui l'aspect de la ville de São Tomé. Afin de recruter la main-d'œuvre pour les travaux, le gouverneur eut recours à une méthode très personnelle. On annonça que l'on recherchait des salariés pour les constructions. Cependant, lorsque les volontaires arrivèrent en ville pour proposer leurs services, ils furent congédiés sous prétexte d'un manque d'argent pour les payer. Quelques heures plus tard, beaucoup d'entre eux furent encerclés par la police et obligés à travailler pour un salaire d'un dollar par jour, alors qu'un travailleur volontaire recevait \$12,50 par jour. Dans ces conditions, on ne peut s'étonner que lorsque le responsable des travaux publics de Trindade, José dos Santos, invita les natifs à venir travailler pendant un mois pour \$12,50 par jour, quatre ou six volontaires seulement se présentèrent alors que le gouvernement lui en demandait trente<sup>15</sup>. De plus, Gorgulho envoya la police dans toute l'île pour arrêter les sans-papiers et les enrôler dans les brigades. Parmi les victimes d'une de ces rafles, le gouverneur considéra une jolie femme comme son butin personnel (Rêgo 1967, p. 10). Les communautés de *Forros* réagirent aux rafles en développant un système d'alarme pour éviter le travail forcé (Eyzaguirre 1986, p. 326).

Les travailleurs, soumis à des châtiments corporels et autres mauvais traitements, reçurent peu ou ne furent pas du tout rémunérés. Il n'y avait pas d'horaire fixe, mais les brigades devaient travailler jour et nuit. Chaque semaine une maison devait être terminée<sup>16</sup>. Selon la mémoire collective des Santoméens, les travailleurs qui succombèrent à ces conditions brutales

12. La population de Trindade envoya alors des télégrammes à Salazar et au président Carmona pour se plaindre de ces mesures, mais personne ne lui rendit justice.

13. Maria do Céu Marques de Figueiredo, institutrice.

14. Un analphabète qui avait un natif à ses côtés comme secrétaire.

15. Lettre de José dos Santos du 10 mai 1955 au ministre des Armées. Il se plaignait que « chaque fois que le fonctionnaire allait quérir les natifs pour travailler, ils le menaçaient de mort s'il revenait chez eux ».

16. *Notícia* (Luanda), 3 août 1974, p. 26.

étaient enterrés sous les fondations. Les contremaîtres des brigades étaient des criminels condamnés qui avaient été libérés par le gouvernement dans ce but. Le chef d'une des brigades était José Joaquim, un natif de la *roça* Ponta Figo, condamné pour homicide et plus connu sous le nom de Zé Brigada ou Zé Mulato<sup>17</sup>. En conséquence de ces actes arbitraires, le 30 septembre 1950, les natifs envoyèrent une représentation au ministre de l'Outre-mer en lui demandant de réaliser une enquête sur les mesures prises par le gouverneur Gorgulho, ce qui provoqua une certaine rancœur de la part de celui-ci.

Le problème de main-d'œuvre dans les *roças* n'avait été résolu en aucune manière pendant le *boom* des constructions. La situation se détériora même lorsque le recrutement en Angola fut suspendu en avril 1950 du fait du grave manque de main-d'œuvre locale dans cette colonie. En conséquence, le premier plan de développement pour São Tomé, publié fin 1952, proposa l'établissement de deux mille cinq-cents familles capverdiennes, soit environ quinze mille personnes, dans huit lieux différents de l'archipel. À cette époque, la population totale des îles atteignait presque soixante-deux mille habitants, dont mille deux-cents Blancs et vingt-quatre mille *serviçais*<sup>18</sup>. Au début de janvier 1953, le directeur de la Curatelle des *serviçais* et indigènes, José Franco Rodrigues, suggéra dans une entrevue concédée à l'hebdomadaire *A Voz de São Tomé*<sup>19</sup> de distribuer des parcelles de terre pour leur subsistance à tous les Noirs de l'archipel sans considération de leur statut légal, et de les obliger à travailler pour les planteurs six à neuf mois par an. Devant la perspective de perdre sa liberté en étant soumise au régime du contrat dans les *roças*, la population native, déjà atteinte par les rafles constantes, fut encore plus perturbée. Des rumeurs se répandirent, selon lesquelles le gouvernement prétendait arrêter tous les *Forros*, les envoyer aux travaux publics et s'emparer de leurs petites propriétés pour les donner aux Capverdiens<sup>20</sup>. La tension se maintint durant tout le mois de janvier. Dans la nuit du 31 janvier, au cours d'une rafle, un policier angolais reçut un coup de machette à Caixão Grande.

### Les événements de février 1953

Finalement, le 2 février, des tracts anonymes apparurent sur les murs de la ville menaçant le gouverneur de mort s'il cherchait à mettre les *Forros* sous contrat. En réponse, le gouvernement offrit cinq mille dollars à qui pourrait identifier l'auteur de la menace<sup>21</sup>. Le même jour, il fit afficher sur les murs de tout le territoire une note officielle avec le texte suivant :

« Le gouvernement ayant appris que des individus opposés au

17. Le 27 décembre 1944, sur le « chemin d'Alice » entre la *roça* Micondo et la *dependência* Angobó, alors qu'il était employé agricole, âgé de 17 ans, il tua avec sa machette le garde et serviteur Caivua. Il fut condamné à une peine de dix ans de déportation au fort de Roçados, en Angola.

18. En 1950, la population totale était de 61 159 personnes, dont 1 152 Blancs, 4 300 métis, 54 697 Noirs, 1 Chinois et 9 Indiens (Tenreiro 1961, p. 103). Le 31 décembre 1950, 23 613 *serviçais* travaillaient dans les *roças* dont 2 697 *Tongas*, 9 680 Angolais, 4 917 Mozambicains et 6 320 Capverdiens (*ibid.*, p. 191).

19. Le n° 91 (IV) du 8 janvier 1953.

20. *Notícia* (Luanda), 3 août 1974, p. 25.

21. Certains affirment que c'est le gouverneur Gorgulho lui-même qui était à l'origine des tracts afin de provoquer des désordres.

régime actuel, connus comme communistes, propagent des rumeurs tendancieuses affirmant que les fils de São Tomé seraient obligés de s'employer comme *serviçais* pour travailler dans les *roças*. Le gouvernement précise qu'aucun *Filho da terra*<sup>22</sup> ne doit ajouter foi à ces rumeurs et doit au contraire dénoncer ces individus à la police, puisque le gouvernement qui a la charge de protéger les natifs comme il l'a toujours montré, leur garantit qu'il ne consentira jamais à autoriser de tels contrats »<sup>23</sup>.

Dans la nuit du 2, des gens de Trindade déchirèrent les innombrables annonces affichées dans le bourg. Quand l'information arriva en ville le lendemain, le sous-lieutenant Fernando Ferreira, Zé Mulato et trois policiers angolais se rendirent, sur ordre du gouverneur Gorgulho, à Trindade pour capturer les natifs qui seraient pris en train de retirer les annonces officielles, dans une jeep conduite par le caporal européen Manuel Francisco Casaca. Quand le groupe arriva, vers 23 heures, il rencontra des hommes avec des machettes. L'odieux Zé Mulato ordonna à un homme appelé Pontes de poser sa machette sur le sol. Cependant, l'homme résista en l'attaquant, et Zé Mulato l'abattit avec son arme. Le 4, tôt le matin, à 5 heures, une foule révoltée de plusieurs centaines de personnes, rendue furieuse par la mort de Pontes, armée de sagaies et de machettes, se rendit à Trindade depuis Batepá et s'approcha du poste de police en soufflant dans des coquillages et des sifflets. À ce moment, le poste était seulement occupé par huit soldats sous le commandement du caporal Casaca, qui demanda des renforts en ville<sup>24</sup>. Un caporal arrêta la foule en tirant en l'air des rafales avec une mitrailleuse montée sur une camionnette des travaux publics, ce qui amena les révoltés à s'enfuir dans la forêt.

En ville, le gouverneur Gorgulho, qui avait probablement peur d'une rébellion généralisée, appela quelques-uns des colons les plus en vue à son cabinet et leur dit qu'il y avait une conspiration communiste à Trindade, dont l'objectif était d'installer Salustino Graça comme roi, José de Alva Ribeiro<sup>25</sup> comme Premier ministre, José Rodrigues Pedronho<sup>26</sup> comme ministre de l'Intérieur et Manuel Gomes<sup>27</sup> comme administrateur du Conseil. De plus, les rebelles prétendaient tuer tous les hommes blancs et prendre leurs femmes. Gorgulho convoqua tous les Blancs qui avaient fait leur service militaire et exhorta tous les autres à prendre les armes pour se défendre. L'appel fut bien reçu par la communauté européenne et par quelques mulâtres et Capverdiens. Armée jusqu'aux dents, la milice formée dans la précipitation circulait en jeeps dans les rues en criant : « Allons chasser les singes ! Allons chasser les singes » (Lima 1993) Vers huit heures, quand les renforts arrivèrent à Trindade, il n'y avait déjà plus de mutins dans le bourg. Ayant pris le commandement des opérations, Gorgulho organisa les soldats et les volontaires civils en trois colonnes pour poursuivre et capturer les natifs qui s'étaient enfuis dans la forêt. Une des colonnes était commandée par le sous-lieutenant Jorge Luis Amaral Marquês Lopes, un fonctionnaire des douanes de vingt-huit ans. Vers dix

22. *Filho da terra*, expression désignant le *Forro* (NdT).

23. *A Voz de São Tomé*, 95 (IV) du 5 févr. 1953.

24. *Ibid.*, 96 du 12 févr. 1953.

25. Un fonctionnaire des services des finances et de la comptabilité.

26. Le secrétaire de circonscription des services administratifs et président du Sporting Club de São Tomé.

27. Manuel Guadalupe Pires dos Santos Gomes, chef de poste du service administratif.

heures, dans la région de Uba Flor, dans la grotte de Canga-Umbanqua, après avoir découvert un groupe de fugitifs, Amaral ordonna de tirer. Le sous-lieutenant ayant épuisé ses munitions, un homme connu sous le nom de Zé Cangolo l'attaqua à coups de machette, le tuant peu après. Le policier angolais Sauima, soldat numéro 725, fut également tué au cours de ce combat.

Ce jour, Gorgulho lui-même commanda une attaque contre les natifs sur la route entre Madalena et Santo Amaro<sup>28</sup>. Ce jour-là, vingt-quatre personnes furent capturées et déportées à Príncipe, parmi lesquelles Salustino Graça, Carlos da Cunha Soares, Virgílio Lima et leurs épouses. Le jour suivant, les habitants de Trindade ne purent pas quitter leur maison sans autorisation préalable. Quand dix habitants allèrent demander l'autorisation à l'officier de police José dos Santos, ils furent conduits en ville en camion (*ibid.*). Là, accusés d'être impliqués dans la mort d'Amaral, ils furent enfermés avec d'autres prisonniers dans une petite cellule de la caserne du CPI, principalement gardée par des soldats angolais. Au total, quarante-six personnes furent enfermées dans un espace prévu pour moins de dix personnes. Quand les prisonniers crièrent désespérément pour obtenir de l'air et de l'eau, le lieutenant Raul Monteiro Simões Dias, président du conseil municipal nommé commandant du CPI au début de la prétendue révolte, cria : « Vous pouvez crever ici. Vous ne vouliez pas tuer les Blancs ? » (*ibid.*). Le lendemain, 6 février, lorsque la cellule fut ouverte, vingt-huit personnes étaient mortes asphyxiées, seules dix-huit survécurent au martyre.

Le 5 février, le commandement militaire présidé par Gorgulho interdit la vente de couteaux, machettes et autres instruments coupants aux *Forros*. Le même ordre obligeait les planteurs à arrêter et à désarmer les *Forros* réfugiés chez eux, et à les remettre au commandement militaire, sous peine de fermeture de la *roça*. De plus, les planteurs devaient mobiliser les *serviçais* angolais et mozambicains, tandis que les policiers natifs de Fernão Dias furent désarmés et détenus dans la caserne du CPI. Le gouvernement excita les *serviçais* en leur disant qu'ils devaient travailler dans de mauvaises conditions parce que les natifs refusaient de se salir les mains. Après la mort d'Amaral, la population de Trindade et des alentours fut exposée à une violence extrême. Les volontaires, le CPI et les *serviçais* déchaînèrent une vague de tueries, de viols, d'incendies et de pillages dans les communautés *forras*. Dans la région de Canga et de Folha Fede, trente-cinq maisons furent détruites par le feu (*ibid.*). Dans la *roça* Java, près de vingt personnes furent brûlées dans la sécheuse de cacao où elles essayaient de se cacher de leurs poursuivants (*ibid.*).

Fréquemment, des camions et des ambulances chargés de blessés, de morts et de centaines de prisonniers arrivaient en ville. Après le 5, des fonctionnaires *forros*, considérés comme « les chefs responsables des graves événements »<sup>29</sup> furent massivement emprisonnés dans la prison civile et dans celle de la capitainerie des ports installée dans la forteresse de São Sebastião. Tous les prisonniers furent identifiés et reçurent des numéros servant à les appeler dans la prison. Les cellules furent remplies par deux cents à trois cents personnes. Quand les prisonniers entraient dans les

28. *A Voz de São Tomé*, 96, 12 févr. 1953.

29. Affiche du commandement militaire de São Tomé, 6 févr. 1953.

cellules, ils recevaient des coups de bâton et de crosse des soldats et des volontaires. Tous les matins, accompagnés par deux caporaux, les prisonniers devaient vider des seaux pleins de fèces et aller à la rivière Agua Grande chercher de l'eau au Pont Tavares. La nourriture dépassa l'imagination :

« Les repas qu'ils nous donnaient, c'étaient des haricots pourris, de la farine de maïs, du *carapau*<sup>30</sup>, des bouillons de cornes, des yeux et des tripes de vache, tout ça, à chaque repas, dans un seau où vingt personnes se servaient avec les doigts, puisqu'ils ne nous distribuèrent même pas une cuillère »<sup>31</sup>.

De cinq heures de l'après-midi, lorsque les ouvriers quittaient le chantier de la prison inachevée, jusqu'à cinq heures du matin, les prisonniers étaient interrogés et torturés à la chaise électrique par l'enquêteur de service, l'infirmier António Luis Coelho, aidé du caporal Carlos Silva, du caporal Carlos da Silva Fernandes, du volontaire Décio Gaspar de Souto Maior et d'autres. Les victimes furent forcées à avouer que l'objectif de la révolte était de tuer le gouverneur, que les rebelles prétendaient assassiner tous les Blancs pendant un spectacle au cinéma Império le 7 février, que les femmes européennes seraient distribuées aux révoltés, qu'ils avaient établi des contacts par radio avec le Congo français d'où ils recevraient des armes et des munitions<sup>32</sup>.

Régulièrement, des prisonniers étaient conduits au camp de travail sur la plage de Fernão Dias, une dépendance de la *roça* Rio de Ouro, où des travaux étaient en cours pour construire un quai accostable. Même des habitants de Santo Amaro qui arrivèrent en ville avec des drapeaux blancs pour demander la paix, sur les conseils de l'officier de police, furent arrêtés et envoyés à Fernão Dias. À peine arrivés, les prisonniers devaient retirer leurs chaussures, étaient attachés deux par deux à un câble d'un mètre et demi et soumis au travail forcé. Sous les mauvais traitements des contremaîtres, les prisonniers devaient casser des pierres à la masse, transporter des seaux de sable et d'argile jusqu'à un marais, charrier des pierres sur la tête et aller chercher de l'eau de mer avec un seau par une ruelle pavée. Le 16 février, l'ancien fonctionnaire du conseil municipal Joaquim da Trindade Tiny mourut sous les coups de bâton et de fouet des contremaîtres et d'un volontaire appelé Manuel de Carvalho, parce qu'il ne supportait pas les travaux pénibles.

Dans une salle d'interrogatoire, Zé Mulato et les contremaîtres Chico (un Tonga condamné pour homicide), Alves Franções Matias (un Angolais également condamné), Frederico Trigueiros (un mulâtre), Cachinda (un *serviçal* angolais) et Damião (un natif) torturèrent les prisonniers avec de longs bâtons, des lanières de pneu et des fouets. Zé Mulato et d'autres interrogèrent les prisonniers, les accusant d'avoir collaboré avec Salustino Graça, José Rodrigues Pedronho, João Couxo<sup>33</sup> et d'autres *Forros* connus dans la tentative d'assassinat du gouverneur Gorgulho. Là, le 13 février, l'infirmier António Luis Coelho tua d'une balle un natif de Santo Amaro

30. Genre d'épinoche ou écharde, poisson très courant et de bas prix.

31. Déclaration de Jorge Batista de Souza du 27 mai 1953.

32. Arquivos nacionais/Torre do Tombo (ANTT), Sub-delegação da pide/dgs em São Tomé, SC-C1 (2)-GU-DSI-2a, n° 8969-8970 ; *Relatório*, n° 3, 31 mai 1955, dans une lettre de l'avocat Dr. Manuel Pinho de Almeida de Lobito, datée du 2 juin 1955 et adressée à Salazar. En 1955, cet avocat défendit quelques-uns des accusés européens compromis dans le massacre et, à cette occasion, de sa propre initiative, fit des recherches sur les événements.

33. Surnom de João Viegas Manuel e Lima, un commerçant forro de Trindade.

appelé l'Anglais, qui était ligoté et tenu par les contremaîtres Chico et Matias. Le gouverneur lui-même apparaissait régulièrement à Fernão Dias obligeant les prisonniers à confesser qu'ils avaient projeté un coup d'État. Après avoir obtenu leurs aveux par l'intimidation, la torture et les fausses accusations, il choisissait lui-même le type de châtement qui leur serait infligé. Un des châtements consistait à vider la mer. Quant il était condamné à cette peine, le prisonnier enchaîné au cou, à la ceinture et aux pieds, devait mettre un seau sur sa tête, entrer dans l'eau jusqu'au cou et remplir le seau. Il devait ensuite retourner à la plage et marcher encore cinquante mètres avant d'être autorisé à verser l'eau sur le sable. Beaucoup de prisonnier ne purent survivre aux travaux forcés et aux cruautés à Fernão Dias<sup>34</sup>. Quand les cadavres étaient jetés à la mer, Gorgulho disait : « Jetez cette merde à la mer pour éviter les ennuis »<sup>35</sup>. La majorité des prisonniers était de la région de Trindade, employés municipaux, mais peu de gens d'autres lieux. Selon les sources officielles de l'époque, il n'y eut pas d'incidents à Neves, Santana et dans le sud de l'île<sup>36</sup>.

Du 4 au 6 février, tous les magasins restèrent fermés. Aussitôt après, les employés offrirent volontairement leurs services à la caserne du CPI où ils furent armés avant d'être envoyés dans la région de Trindade. Le 7, les magasins rouvrirent et le gouvernement local annonça la fin de la révolte alors que les exactions continuaient. Les autorités firent l'éloge des *serviçais* de la *roça* Java qui, sous le commandement de son gérant, le sergent António Pinto, s'illustrèrent en désarmant et en capturant les rebelles<sup>37</sup>. Sans aucun doute, la population blanche soutenait unanimement le gouverneur. Cependant, outre les planteurs Virgílio de Almeida Lima, Carlos Soares et Eduardo António de Oliveira, d'autres Blancs, comme l'ancien commandant du CPI, le capitaine Salgueiro Rêgo, et le populaire père Martinho Pinto da Rocha (1884-1961)<sup>38</sup>, s'opposèrent fermement aux actions de Gorgulho. Pendant les persécutions, le père Pinto da Rocha donna refuge à d'innombrables natifs dans son église de Nossa Senhora da Conceição. C'est lui qui envoya, à travers le capitaine d'un bateau qui partait pour Lisbonne, un message au ministre Sarmiento Rodrigues l'informant des événements et sollicitant une enquête officielle<sup>39</sup>. Salgueiro Rêgo, qui avait commandé auparavant les rafles ordonnées par Gorgulho, fut démis et renvoyé chez lui quand les massacres commencèrent, parce qu'il avait critiqué les mesures prises par le gouverneur.

Lorsque le gouvernement central reçut les informations concernant la prétendue révolte, le ministre de l'Outre-mer, Sarmiento Rodrigues, envoya un télégramme à Gorgulho lui disant : « Le mouvement insolite qui détonne avec l'admirable tranquillité de nos provinces d'Outre-mer mérite la plus grande répulsion et devra être sereinement et sévèrement réprimé »<sup>40</sup>.

Ce n'est que quatre jours après le début des événements que le *Diário de*

34. Selon les déclarations des prisonniers de l'époque auxquelles nous avons eu accès, vingt personnes moururent à Fernão Dias ou suite aux blessures qu'elles y avaient reçues.

35. ANTT, Sub-delegação da pida em São Tomé, *Relatório* n° 3, 31 mai 1955, lettre du Dr Manuel Pinho de Almeida à Salazar.

36. *A Voz de São Tomé*, 96, 12 févr. 1953.

37. *Ibid.*

38. C'était un missionnaire du Collège de Cernache, arrivé à São Tomé en 1907. Il vivait maritalement avec Ermelinda de Araújo Lima, plus connue sous le nom de San Mélinna, une native avec laquelle il eut plusieurs enfants.

39. Communication personnelle du Dr. Pereira de Castro à Lisbonne, le 5 mai 1995.

40. *A Voz de São Tomé*, 96, 12 févr. 1953.

*Notícias* publia la première information sur la révolte à São Tomé, mais sans donner aucun détail. Il fallut attendre le 13 février pour que le même journal raconte la mort du sous-lieutenant Amaral Marquês Lopes, qui fut enterré à Mangualide avec tous les honneurs le 20. Le 22, le gouvernement de São Tomé organisa une manifestation dans le stade Sarmiento Rodrigues. Dans son discours, Gorgulho exprima sa fierté des exemples de grand patriotisme donnés lors des actions de rétablissement de l'ordre public. Les différents orateurs représentant la communauté coloniale prononcèrent des allocutions nationalistes longuement applaudies par les participants<sup>41</sup>. À la fin, le CPI, deux compagnies de volontaires, les *serviçais* de la *roça* Java et une compagnie de marins du petit navire de guerre *Afonso Albuquerque* ancré au port défilèrent face à la tribune<sup>42</sup>. Le 27, Gorgulho rendit un hommage officiel à l'inspecteur de l'enseignement de l'Outre-mer, le Dr. Manuel Ferreira Rosa, à son lieutenant Alfredo Correira Nobre, à Raul Monteiro Simões Dias récemment nommé commandant du CPI, et au chef de la prison civile, Fernandes dos Santos Ferreira, tous officiers de réserve. Le lendemain, Gorgulho suspendit, sans traitement, vingt-huit fonctionnaires natifs<sup>43</sup>.

### Les répercussions du massacre

Le 4 mars, suite au message du père Pinto da Rocha, une délégation de la PIDE (Policia internacional e de defesa do Estado) arriva à São Tomé sur ordre du ministre Sarmiento Rodrigues pour vérifier l'allégation selon laquelle la révolte était d'inspiration communiste<sup>44</sup>. Ensuite, le 14, António Luis Coelho fut arrêté et conduit à Lisbonne<sup>45</sup>. Zé Mulato, Carlos da Silva Fernandes et António Pinto de la *roça* Java furent également interrogés par la PIDE et arrêtés. Un des natifs prisonniers, après avoir été entendu par la PIDE, jugea :

« Là tout était bien différent. Il s'agissait, sans nul doute, de gens différents, d'hommes différents, d'hommes qui avaient du cœur, qui mettaient au-dessus de tout leur devoir professionnel et en premier lieu la justice, je répète, la seule justice. On respirait une autre atmosphère de confiance »<sup>46</sup>.

Cependant, les emprisonnements, mauvais traitements, électrocutions et travaux forcés continuèrent pendant tout ce mois et le mois d'avril. Le 5 mars, Gorgulho réunit les chefs de la police locale et leur donna comme instruction de détruire les maisons situées loin des bourgs prétendument pour rendre la fuite et le regroupement des natifs plus difficiles.

Du 24 mars au 17 mai, l'affaire fut étudiée par l'avocat Dr. Manuel João da Palma Carlos, qui se rendit à São Tomé sur la demande d'Américo Graça de Lisbonne, lui-même ayant reçu un message de son oncle Salustino. À cette époque, la maison de la famille santoméenne Graça Espirito Santos à Lisbonne servait de lieu de réunion clandestin des nationalistes de

41. *Diario de Notícias*, 23 févr. 1953.

42. *A Voz de São Tomé*, 98, 26 févr. 1953.

43. *Boletim oficial de São Tomé e Príncipe*, 9, 28 févr. 1953.

44. La délégation était constituée de l'inspecteur José Boim Falcão, du Deuxième inspecteur Araújo Gouveia et de l'agent de 2<sup>e</sup> classe Oladio da Silva (*Voz de São Tomé*, 6 juin et 4 juil. 1953).

45. Le 19 mars, Gorgulho l'écarta de ses fonctions publiques.

46. Rapport de Pascoal Ayres Pires dos Santos de juin 1953.

l'Afrique lusophone<sup>47</sup>. Tout de suite après son arrivée, Palma Carlos installa son cabinet dans un bureau offert par le magasin Pereira Duarte. Il fit ses enquêtes avec l'aide de l'institutrice Alda Graça Espirito Santo, une nièce de Salustino Graça qui avait alors 27 ans. Après avoir surmonté quelques problèmes initiaux, il fut autorisé par le gouverneur à parler avec les prisonniers, dans la prison, pendant une heure, le mercredi matin. À partir de ce moment, les prisonniers purent également recevoir la visite de leurs parents. C'est alors que le 7 avril, cent vingt prisonniers furent déportés vers Príncipe, sur le paquebot *António Carlos*, pour éviter qu'ils ne soient interrogés par l'avocat<sup>48</sup>. À Príncipe, les prisonniers furent reçus par l'administrateur du Conseil, Custódio Abel Fernandes Ramos, qui leur dit qu'ils devaient travailler pour les patrons de la localité. Finalement, courant mai, tous les natifs prisonniers furent remis en liberté.

Quand la PIDE découvrit qu'il n'y avait eu aucune révolte organisée, elle envoya ses conclusions au gouvernement à Lisbonne. Ensuite, le 17 avril, le ministre de l'Outre-mer, Sarmiento Rodrigues, expédia un télégramme secret à Gorgulho ordonnant son retour en métropole (Cruz 1975, p. 25). Trois jours après, accompagné par le commandant de la police, son aide de camp, le lieutenant Raul Simões Dias, Gorgulho embarqua dans un avion pour Lisbonne. Là, le gouverneur reçut les félicitations du ministre de l'Armée, le général Abranches Pinto, pour la manière dont il avait restauré l'ordre public. De plus, le ministre le promut au grade d'officier général<sup>49</sup>. Ultérieurement, Gorgulho fut même nommé second commandant de la Légion portugaise (Rêgo 1967, p. 12). Nonobstant, en juin, Gorgulho se vit forcé à démissionner de son poste.

Toujours en juin, un tribunal militaire fut constitué à São Tomé pour juger les sept prévenus accusés de l'homicide d'Amaral et de Sauima. Le 27 de ce même mois, José do Sacramento de Alcinha, connu sous l'appellation de José Cangolo, et Manuel dos Ramos « Agostinho » furent reconnus coupables d'homicide et condamnés à vingt-huit ans de prison chacun. Les prévenus Tomé Pedroso, connu comme Mé Novo, et Manuel Pedro « Angelino » furent condamnés à deux ans de prison chacun pour ne pas avoir dénoncé le crime. António dos Ramos Conceição, un frère d'Agostinho, Alexandre Nazaré Filipe « Mario » et Justino do Sacramento da Trindade « Galhardo », tous travailleurs de la *roça* Santa Fé, furent absous par le tribunal militaire<sup>50</sup>. Cependant, les fonctionnaires suspendus furent reconduits dans leurs fonctions et reçurent leurs salaires.

Fin septembre, le nouveau gouverneur, le colonel Francisco António Pires Barata, arriva à São Tomé. En 1955, il interdit la circulation des *Mémoires* de l'ancien commandant de la police, le capitaine Salgueiro Rêgo, parce que le livre ouvrait de vieilles blessures et divisait les populations blanche et native (*ibid.*, p. 35). Dans son livre, Rêgo compare les méthodes de Gorgulho à celles d'un « dictateur à la manière de la Gestapo à l'époque

47. La maison se trouve dans la rue Vitor Vale 37, au premier croisement. C'est là qu'Amílcar Cabral, Mario Pinto de Andrade, Agostinho Neto et Francisco José Tenreiro fondèrent le Centre d'études africaines (1951-1953).

48. Communication personnelle du Dr. Palma Carlos, Carcavelos, 3 août 1995.

49. Le chef de cabinet du gouverneur Gorgulho, Guilherme Abranches Pinto, était le frère du ministre.

50. Le tribunal militaire était composé du brigadier Eduardo Pires, gouverneur militaire de Madère comme président, du lieutenant-colonel d'artillerie Artur Taveira Pereira, inspecteur de la même arme en Angola, du colonel Pinto Ribeiro de Lisbonne et du major Macedo Pinto de Luanda.

d'Hitler en Allemagne » (*ibid.*, p. 9). Cette année-là, Zé Mulato et António Luis Coelho furent jugés et condamnés respectivement à vingt-deux et dix-huit ans de prison<sup>51</sup>. Carlos da Silva Fernandes fut condamné à deux ans de prison, mais immédiatement mis en liberté contre une caution de 30 000 \$, étant donné qu'il avait déposé un recours<sup>52</sup>. Deux autres prévenus, Rufino Rodrigues, l'administrateur de la *roça* Santa Margarida, et Carlos Pereira, accusés d'incendie et de vol, furent condamnés par la cour d'appel de Luanda respectivement à trois et deux années de prison<sup>53</sup>. Cependant, grâce à des personnages influents au sein du gouvernement central, Carlos Gorgulho, Raúl Monteiro Simões Dias et Fernando dos Santos Ferreira<sup>54</sup> ne furent jamais jugés<sup>55</sup>. À l'occasion de la visite du président Almirante Américo Tomas (1958-1974) à São Tomé en 1970, tous les prisonniers condamnés au cours des événements de 1953 furent graciés et remis en liberté. Peu avant l'indépendance de São Tomé en juillet 1975, suivant l'avis du haut-commissaire António Pires Veloso (1974-1975) qui avait peur d'une vengeance de la population, Zé Mulato s'enfuit en Angola. À cette époque, le portrait de Carlos Gorgulho restait encore accroché au mur de sa maison à São Tomé<sup>56</sup>.

La répugnance des natifs à abandonner leur dignité d'hommes libres, c'est-à-dire leur mépris pour le travail de manœuvre dans les *roças*, bien que « leur gouvernement les ait protégés sans relâche pendant sept ans », fut considéré par Gorgulho comme une « abominable ingratitude »<sup>57</sup>. Ce fut cependant sa propre politique brutale de recrutement de la main-d'œuvre qui créa un esprit de révolte parmi les natifs. Il est donc bien possible qu'il y ait eu des réunions clandestines, au cours desquelles les Santoméens conspiraient contre le gouverneur. Notons qu'après tant d'années de rafles pour les travaux publics, c'est seulement devant la menace du régime de contrat dans les *roças*, qui aurait signifié l'abolition de la distinction entre *Forros* et *serviçais*, que les *Forros* se mutinèrent. Mais l'insurrection de la population native elle-même fut provoquée par les complices du gouverneur qui assassinèrent Pontes. La mort du sous-lieutenant des douanes et officier de réserve Amaral fut un simple prétexte opportun pour déclencher les excès de violence contre ceux-ci. Dans sa campagne de vengeance contre les *Forros*, Gorgulho put facilement profiter des ressentiments existants entre ceux-ci, les Blancs et les *contratados*.

En plus des travaux impressionnants réalisés en temps voulu et à faible coût pour l'État, Gorgulho prétendait faire plaisir à Salazar en réprimant une supposée révolte communiste, afin qu'il le nomme gouverneur-général d'Angola, un poste qu'il convoitait ardemment. C'est une ironie de l'histoire que ce soit précisément la PIDE qui ait dévoilé les fausses

51. ANTT, Sub-delegação da pide em São Tomé, *Relatório*, n° 5, 12 juil. 1955.

52. ANTT, Sub-delegação da pide em São Tomé, *Relatório* n° 3, 31 mai 1955.

53. ANTT, *Relatório da pide em São Tomé*, n° 5, 12 juil. 1955.

54. Selon Rêgo (1967, p. 10), Fernando dos Santos Ferreira était le cousin du ministre de l'Armée, le général Abranches Pinto.

55. ANTT, *Relatório da pide em São Tomé*, n° 5, 12 juil. 1955 ; *Notícias* (Luanda), 3 août 1974. Le 7 décembre 1956, le ministre de la Défense nationale et ministre intérimaire de l'Armée ordonna d'archiver sans aucune procédure le procès-verbal rédigé contre Carlos Gorgulho. Dans sa décision du 5 octobre 1956, le même ministre dit : « Pour ma part, je tiens à exprimer ici de manière expresse que tous les actes commis par le gouverneur en qualité de commandant militaire pendant les événements intervenus au mois de février 1953 dans l'île de São Tomé, reçoivent mon accord et méritent mon entière approbation ».

56. *Notícia* (Luanda), 3 août 1974.

57. Note officieuse de son cabinet, 8 févr. 1953.

accusations de Gorgulho et réhabilité les Santoméens. Quand Salustino Graça, le grand adversaire de Gorgulho, mourut en 1965, ce fut encore la PIDE qui porta le jugement suivant :

« Il était sans aucun doute le Santoméen le plus prestigieux chez lui, l'homme que tous souhaitaient entendre pour résoudre n'importe quel problème grave de leur vie. Politiquement, c'était aussi un guide, mais un guide prudent, peu tenté par les aventures, auquel on doit, en partie, la tranquillité dans laquelle s'est déroulée jusqu'ici la vie de la Province »<sup>58</sup>.

Bien que les informations sur le massacre aient été censurées par les autorités de l'époque, les nationalistes africains au Portugal en eurent connaissance et dénoncèrent les graves événements. En 1953, Agostinho Neto, qui fut ensuite le premier Président de l'Angola, écrivit un poème intitulé « Massacre de São Tomé » dédié à son amie Alda Graça Espírito Santo, une nationaliste et poète bien connue<sup>59</sup>. Sa propre poésie reflète également les événements de 1953. Son premier poème abordant le massacre s'appelle « Où sont les hommes chassés dans ce vent de folie ? »<sup>60</sup>, le second s'intitule « Trindade »<sup>61</sup>, alors qu'un troisième porte le titre « Trois février 1976 »<sup>62</sup>.

Les diverses données concernant le nombre des victimes du massacre divergent largement. Manuel Pinto de Almeida, l'avocat qui défendit les prévenus portugais jugés en 1955, écrivit dans une lettre à Salazar que « des centaines de natifs furent massacrés à Fernão Dias et jetés à la mer »<sup>63</sup>. Le capitaine Salgueiro Rêgo (1967, p. 13) affirme avoir vu, dans la prison, « la folie [*cegada*] qui provoqua une dizaine de morts chez les nègres ». Basil Davidson cite une lettre d'un missionnaire américain qui parlait de près de deux cents morts<sup>64</sup> et Edwin Munger (1961, pp. 128-130) parle dans sa lettre de « deux mille victimes » (*casualties*). La même estimation fut faite par un auteur portugais en 1975 (Castro 1980, p. 219). Quand, en 1962, Miguel Trovoada, alors leader du Comité de libération de São Tomé e Príncipe (CLSTP) et actuel Président de São Tomé e Príncipe, s'exprima au Quatrième comité de l'Assemblée générale des nations unies, il affirma que

58. ANTT, PIDE, São Tomé, n° 18/965 relatif à la période du 15 au 30 sept.

59. Après l'indépendance, sous le régime du parti unique, elle fut ministre de l'Éducation et de la Culture populaire (1976-1980) et présidente de l'Assemblée nationale populaire (1980-1991). Après la démocratisation, elle fut député du MLSTP/PSD (1991-1994). Elle est actuellement présidente de l'Union nationale des écrivains et artistes de São Tomé e Príncipe (UNEAS).

60. Publié d'abord en 1958.

61. Publié pour la première fois en 1967.

62. Il parut en 1978. En 1977, le poème anonyme « Os 'Robots' do massacre » fut publié dans une anthologie de la poésie de la Jeunesse santoméenne. L'année suivante, apparut le poème « Criminosos de Batepá » de Carlos Espírito Santo (né en 1952) publié dans son livre *Poesia do Colonialismo*. Dans un manuel de quatrième classe publié en 1979, on trouve deux autres poèmes traitant des événements de 1953 : « Nas praias de Fernão Dias » de Carlos Neves (né en 1953) et « Massacre de 53 » d'Ana Maria Deus Lima (née en 1958).

63. ANTT, PIDE, São Tomé, *Relatório*, n° 3, 31 mai 1955, lettre de Pinto de Almeida datée du 2 juin 1955. Le rapport de la PIDE du 24 juillet 1955 intitulé « Événements intervenus dans la Province de São Tomé au mois de février » fut transféré dans la chemise n° 299-S.R./46 le 19 juin 1956 à Lisbonne. Cependant, en décembre 1994, le document ne fut pas retrouvé dans la chemise avec cette référence aux archives de la Tour du Tombo. Nous avons ensuite demandé à plusieurs reprises aux responsables des archives de la PIDE/DGS de rechercher l'endroit où se trouvait ce document, mais en vain. Finalement, le 18 décembre 1995, le chef de la division, Maria de Lurdes Henriques, nous informa que malgré toute sa diligence, il n'était pas possible de localiser le document recherché.

64. DAVIDSON 1955, p. 230 ; 1972, p. 176. Cette lettre du 30 avril 1953 fut envoyée par un missionnaire anonyme en Angola au pasteur John Taylor Tucker (1883-1958) de la United Church of Canada de Toronto (communication personnelle de B. Davidson, 9 mai 1994).

des centaines de personnes avaient été massacrées<sup>65</sup>. Le nationaliste angolais Mário Pinto de Andrade persista dans son estimation de plus de mille morts pendant le massacre<sup>66</sup>. En 1969, la revue *Tricontinental* de La Havane publia un article anonyme affirmant que 1 032 personnes exactement furent tuées en moins d'une semaine en février 1953<sup>67</sup>. Ce nombre fut également divulgué par les nationalistes santoméens et répété par d'innombrables auteurs<sup>68</sup> ; il correspond à près de trois pour cent de la population native de cette époque. L'historien René Pélissier, qui visita São Tomé en 1966, conteste cette affirmation et évalue le nombre réel des victimes entre cinquante et cent<sup>69</sup>. L'avocat Vitor Pereira de Castro, qui enquêta sur le massacre immédiatement après le 25 avril 1974 à la demande du ministre de la Coordination inter-territoriale du moment, Almeida Santos, parvint à la conclusion qu'il y eut entre trente et quarante victimes<sup>70</sup>. La même année, un membre de la PIDE à São Tomé certifia que le nombre de morts était inférieur à cinq cents. Au même moment, cependant, d'autres sources bien informées affirmaient que pas plus de cent personnes n'étaient mortes pendant les violences<sup>71</sup>. L'anthropologue Pablo Eyzaguirre, qui réalisa une recherche à São Tomé en 1981, pense qu'« étant données la durée des attaques, la mobilisation des groupes hostiles aux *Forras* et les conditions des camps de travail forcé, le nombre de 1 032 morts pendant les troubles de Batepá est entièrement possible » (Eyzaguirre 1986, p. 333). En fait, il ne sera jamais possible de connaître le nombre exact des victimes. À notre avis, le nombre 1 032 a avant tout une valeur symbolique ; en effet, le fait que les deux derniers chiffres, 3 et 2, indiquent également le jour et le mois du début du massacre de 1953 n'est pas une simple coïncidence.

### L'interprétation des événements par le nationalisme santoméen

À plusieurs reprises, les nationalistes santoméens considèrent l'expérience traumatique du massacre de 1953 comme le début d'une nouvelle époque qui avait conduit, en 1960, à la création du CLSTP, la première organisation nationaliste de l'archipel constituée par des éléments de l'élite *forra* en exil. En fait, de nombreux pères et parents des nationalistes et dirigeants d'après l'indépendance furent persécutés et torturés pendant la prétendue révolte. Dans son discours du jour de

65. HODGES & NEWITT, 1988, p. 91, n. 2 (Document de l'ONU A/C. 4/SR. 1404).

66. ANDRADE 1973, p. 20 ; Fele 1955, p. 150. La même estimation se trouve également dans l'article « São Tomé e Príncipe. De l'esclavage à la libération », *Cadernos do Terceiro Mundo* (Lisbonne), 44, mai 1982, p. 40.

67. *Tricontinental*, 40, 1969, p. 41. Organe bimensuel du secrétariat exécutif de l'Organisation de solidarité entre les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine (OSPAAAL) publié à La Havane (Cuba). L'auteur de l'article est probablement aussi Mário Pinto de Andrade.

68. Parmi lesquels DENNY & RAY (1989, p. 134), COSTA & FALÉ (1992, p. 18), « Pequena cronologia de São Tomé » (*Historia*, 81, juil. 1985, p. 55).

69. PÉLISSIER 1970, p. 27 ; 1972, p. 87 ; 1979, p. 239. René Pélissier visita l'île du 21 au 28 juin 1966 sur l'invitation du ministre de l'Outre-mer. Durant son séjour, il demanda à son interlocuteur local, un fonctionnaire des Finances, s'il était vrai que cinq cents personnes étaient mortes dans un camp de concentration à Fernão Dias. Cet informateur était un collaborateur de la PIDE à São Tomé (ANTT, PIDE, São Tomé, 14, 4 août 1966).

70. Communication personnelle du Dr Pereira de Castro à Lisbonne, le 5 mai 1995. Le 2 juin 1995, nous avons demandé au secrétaire d'État à la Coopération l'autorisation de consulter son rapport de 1974, mais jusqu'au 4 mars 1997, date de la traduction en français de cet article, nous n'avons pas eu de réponse positive.

71. *Notícia* (Luanda), 3 août 1974, p. 26.

l'indépendance, le 12 juillet 1975, rappelant l'histoire coloniale, le premier Président de São Tomé, Manuel Pinto da Costa (1975-1991) dit :

« Malgré la répression et les manœuvres divisionnistes, les colonialistes portugais n'ont jamais pu étouffer l'esprit de révolte et le désir de liberté du peuple de São Tomé e Príncipe. Un exemple de cette ferme détermination d'être libre nous est donné par les événements de 1953, lorsque tout notre peuple préféra succomber sous les balles criminelles des colonialistes fascistes portugais, plutôt que d'accepter le régime de travail forcé »<sup>72</sup>.

Trois ans plus tard, le rapport du Premier congrès du Mouvement de libération de São Tomé e Príncipe (MLSTP)<sup>73</sup> affirmait :

« Cette répression féroce, qui fit plusieurs centaines de victimes innocentes et plongea tout São Tomé dans le deuil, servit également de catalyseur à la prise de conscience d'une vérité fondamentale : la liquidation du pouvoir colonial portugais et la proclamation de l'indépendance nationale étaient les conditions de base indispensables pour mettre un terme à l'humiliation et aux souffrances du peuple santoméen. [souligné par l'auteur]. [...] la répression coloniale du 3 février mit à nu les vraies contradictions existant au sein de la société santoméenne et permit de tirer deux grandes leçons : la première, que la petite bourgeoisie bureaucratique et l'élite citadine, dont les aspirations dans la majorité des cas étaient la conquête de "l'égalité sociale" avec les colons, se trouvaient objectivement du même côté de la tranchée que les masses populaires ; la seconde, que les "antagonismes" entre les "Forros", les "Tonga" et les "Angolares" d'un côté, et entre ces derniers et les travailleurs *contratados* de l'autre, n'étaient que des manœuvres des divisionnistes portugais pour empêcher une unité d'action de tous les exploités contre les exploités » (MLSTP 1978, p. 13).

Ayant clairement perçu cette réalité, le programme du CLSTP cherchait déjà à renforcer l'unité entre la population native et les travailleurs *contratados* étrangers. « Ainsi, le massacre de février 1953 marque le point de départ d'une phase supérieure de la lutte à São Tomé e Príncipe » (*ibid.*).

Après l'indépendance du 12 juillet 1975, un musée national fut installé dans la forteresse de São Sebastião à São Tomé. Depuis lors, des photos des corps et visages mutilés des victimes, exposées dans une salle du musée, rappellent au visiteur la violence coloniale. Chaque année, l'indépendance est commémorée par une course de porte-flambeaux accompagnée de cyclistes et de voitures klaxonnant, appelée Flamme de la patrie, partant de Trindade, le centre du massacre, passant par la caserne des forces armées à l'extérieur de la ville et arrivant place de l'Indépendance à minuit le 11 juillet. De plus, le 3 février fut officiellement baptisé Jour des martyres du colonialisme, commémoré annuellement par une Marche de la jeunesse de la place de l'Indépendance à Fernão Dias, qui est devenu le *lieu de mémoire*<sup>74</sup> des événements traumatiques de 1953. Là se déroule une cérémonie sereine avec la participation des représentants de l'État, au cours de laquelle une couronne de fleurs est déposée au pied du modeste monument rendant hommage aux victimes du massacre. Des ensembles musicaux se produisent également et, ces dernières années, une victime du

72. *Mensagem do chefe do Estado à Nação, por ocasião da proclamação da independência nacional*, 12 juil. 1975.

73. Le MLSTP est reconstitué en 1972 à Santa Isabel (Malabo), Guinée équatoriale.

74. En français dans le texte (NdT).

massacre racontait aux jeunes les cruautés vécues.

Après l'indépendance, on se référa de plus en plus au massacre comme à la guerre de Batepá, comme si à São Tomé également il y avait eu une lutte armée, et on le célébra comme un acte de la résistance nationale au colonialisme portugais, à côté d'anciennes révoltes d'esclaves. En 1976, le 3 février fut même déclaré jour du travail et du militantisme. On argumente que « aujourd'hui, vingt-trois ans après, le peuple vient travailler dans les *roças*, démontrant qu'il n'est pas paresseux, qu'il souhaite travailler honnêtement »<sup>75</sup>. Malgré tout, de telles tentatives de mobiliser les *Forros* pour le travail manuel dans les *roças* ne donnèrent pas de résultats satisfaisants. En 1979, un recensement de la population provoqua des manifestations contre le régime du MLSTP, dont le centre était de nouveau la région de Trindade, parce que la population percevait cette mesure comme une nouvelle tentative du pouvoir d'introduire le travail forcé dans les *roças* nationalisées. De nos jours, la plus grande partie de la main-d'œuvre des dites entreprises agricoles est constituée de Capverdiens et de leurs descendants. Cependant, depuis l'indépendance, tous les citoyens ont les mêmes droits et les frontières coloniales entre les différents groupes ethniques sont devenues plus floues. Se trouvant eux-mêmes au pouvoir, les *Forros*, majoritaires, n'ont plus jamais eu à craindre la perte de leur identité culturelle ou la dégradation sociale vis-à-vis d'autres groupes.

Suite à la transition vers le multipartisme en 1991, pour la première fois le nouveau gouvernement invita aussi l'évêque de São Tomé, natif du Soajo, à célébrer une messe champêtre en l'honneur des victimes. À l'occasion du quarantième anniversaire du massacre, en 1993, la cérémonie commémorative habituelle fut réalisée à Fernão Dias. Des scènes du massacre furent représentées sur la plage en présence des dirigeants de l'État. Dans son discours, le président Miguel Trovoada, élu démocratiquement en mars 1991, parla du 3 février comme d'une « marque vivante d'un passé historique »<sup>76</sup>. Il ajouta que se rappeler cette date devrait être un moyen d'éviter qu'au sein de la société puissent surgir des situations qui conduisent à la répression sanglante des libertés des citoyens. Rendre hommage au 3 février signifiait sauvegarder les grands idéaux de liberté et de justice qui étaient à la base de la longue lutte qui aboutit au 12 juillet 1975 et au 22 août 1990, quand l'électorat approuva la constitution démocratique du pays<sup>77</sup>. Dans une tentative pour récupérer le terrain perdu, à l'occasion du 18<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance, la même année, pour la première fois, le gouvernement honora directement dix-huit survivants du massacre en leur concédant une retraite de l'État. Apparemment, les divers gouvernements interprétèrent le massacre en fonction de situations historiques différentes, mais s'accordèrent toujours pour dire que le nationalisme santoméen fut une réponse aux tentatives des Portugais de miner la base sociale et politique de l'identité *forra*.

*São Tomé, 2 février 1996 et Leiden, février 1997*

**Gerhard SEIBERT**

Research School CNWS, Université de Leiden/Pays-Bas

*Traduit du portugais par Jacky Picard. Révision par Michel Cahen.*

75. *Revolução* (São Tomé), 3 févr. 1976.

76. *Notícias de São Tomé e Príncipe*, 42, 5 févr. 1993.

77. *Ibid.*

## BIBLIOGRAPHIE

- ANDRADE, M. de 1973, *A geração de Cabral*, Bissau, Instituto Amizade.
- CADBURY, W. A. 1910, *Os Serviçais de São Tomé*, Lisbonne, Bertrand.
- CASTRO, A. 1980, *O Sistema colonial português em África*, Lisbonne, Editorial Caminho, 2<sup>e</sup> éd..
- FARO, Conde de Souza e 1908, *A Ilha de São Tomé e a roça Agua-Izé*, Lisbonne.
- COSTA, F. Marques da & FALÉ, N. 1992, *Guia político dos PALOP*, Lisbonne, Fragmento.
- CRUZ, B. C. da 1975, *São Tomé e Príncipe : do colonialismo a independência*, Lisbonne, Morães Editores.
- DAVIDSON, B. 1955, *The African Awakening*, Londres, Jonathan Cape.
- – 1972, *In the Eye of the Storm. Angola's People*, Londres, Longman.
- DENNY, L. M. & RAY, D. I. 1989, *São Tomé e Príncipe. Politics, Economics and Society*, Londres, Pinter Publishers.
- ESPIRITO SANTO, A. 1978, *É nosso o solo sagrado da terra. Poesia de protesto e luta*, Lisbonne.
- ESPIRITO SANTO, C. 1978, *Poesia do colonialismo*, Lisbonne.
- EYZAGUIRRE, P. 1986, *Small Farmers and Estates in São Tomé, West Africa*, New haven, CT, Yale University, Ph. D. thesis, mineo.
- FELE, Buanga [pseudonyme Mário Pinto de Andrade] 1955, « Massacres à São Tomé », *Présence africaine*, 1-2, pp. 146-152.
- GORGULHO, C. Sousa de 1948, *Relatório do governador da colónia de São Tomé e Príncipe. Referentes aos anos de 1946 e 1947*, São Tomé.
- HODGES, T. & NEWITT, M. 1988, *São Tomé and Príncipe. From Roça Colony to Microstate*, Boulder, CO, Westview Press.
- LIMA, J. M. Costa Deus 1993, *As causas do massacre de 1953. Conferência sobre « O recordar da história do massacre de Batepá »*, São Tomé, Centro de documentação técnica é científica.
- MANTERO, F. 1910, *A mão d'obra em São Thomé e Príncipe*, Lisbonne.
- MONTEIRO, Vaz R. 1939, *Relatório do ano de 1938*, São Tomé, Imprensa nacional.
- MOSER, G. & FERREIRA, M. 1993, *A New Bibliography of the Lusophone Literatures of Africa*, Londres, Hans Zell Publishers (2<sup>e</sup> éd).
- MOVIMENTO DE LIBERTAÇÃO DE SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE (MLSTP) 1978, *1<sup>a</sup> Assembleia do MLSTP. Relatório do Bureau político. 7 a 12 de Julho*, São Tomé.
- MUNGER, E. S. 1961, « Chocolate Isle : Sweet and Bitter. A Letter from São Tomé, Feb. 12, 1955 », in *African Field Reports 1952-1961*, Le Cap.
- NARTEY, Nii R. 1987, *From Slave to Serviçal : Labor in the Roça Economy of São Tomé e Príncipe : 1876-1932*, Chicago, University of Illinois, Ph. D. thesis, mineo.
- OLIVEIRA, J. E. Costa da 1993, *A economia de São Tomé e Príncipe*, Lisbonne, Cooperação portuguesa.
- PÉLISSIER, R. 1970, « São Tomé : Outpost of Portuguese Colonialism and Lifeline to Biafra », *Africa Report*, janvier, p. 27.
- – 1972, « "La guerr" de Batepá (São Tomé - février 1953) », *Revue française d'Études politiques africaines*, 73, pp. 74-88.
- – 1979, *Le naufrage des caravelles. Études sur la fin de l'Empire portugais (1961-1975)*, Orgeval, Éd. Péliissier.
- RÊGO, Salgueiro 1967, *Memórias de um adjudante-de-campo e comandante de polícia*, Lisbonne, II.

- REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DE SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE. Ministério da educação nacional e desportos 1979, *Livro de leitura. 4ª classe*.
- REPÚBLICA POPULAR DE ANGOLA. Ministério da educação 1985, *Textos africanos de expressão portuguesa*, Luanda.
- RODRIGUES, P. A. 1977, *Antologia poética juvenil de São Tomé e Príncipe*, Lisbonne.
- SANTOS, E. dos 1968, *Pan-Africanismo*, Lisbonne.
- TENREIRO, F. 1961, *A ilha de São Tomé*, Lisbonne, Junta de investigações do Ultramar.